

INVESTISSEMENT À ARCELORMITTAL Un quelconque retard serait préjudiciable

C'est parti pour de nouvelles perturbations socioprofessionnelles à ArcelorMittal Annaba dès la prochaine rentrée sociale. Telle est l'interprétation à donner au déplacement hier à Alger du secrétaire général du syndicat de l'entreprise, Smaïl Kouadria pour participer à une réunion présidée à Alger par Abdelmadjid Sidi-Saïd, secrétaire général de l'UGTA. L'ordre du jour est important et comporte deux points : les perspectives qu'offre la reconduite de l'accord de partenariat avec le groupe franco-indien ArcelorMittal et la mise en route du plan d'investissement de 500 millions d'euros destiné à la rénovation et à la modernisation des équipements de production.

C'est notamment le cas pour la zone fonte avec le haut fourneau et l'agglomération ainsi que la mise en place d'une nouvelle cokerie en lieu et place de l'ancienne que les experts ont décidé de mettre définitivement au rebut. Ceci pour la première phase. Quant à la seconde phase, tout aussi importante, elle porte sur la réalisation d'une nouvelle installation à technologie de pointe. Il s'agit du système de réduction directe pour la production de 2,2 millions de tonnes par an d'éponge de fer, très demandée sur le marché national et international.

Selon Kouadria, les travailleurs des différentes unités de production ou de commercialisation ne s'expliquent pas le retard mis par l'une ou l'autre des deux parties actionnaires dans la mise en route de ce plan. «Le risque de disparition de postes de travail est latent du fait de la vétusté des installations de production et qui n'ont jamais connu d'investissement pour leur réhabilitation. Un quelconque retard serait préjudiciable pour la société», ont indiqué plusieurs représentants des 5 300 travailleurs ArcelorMittal.

Leur exaspération, difficilement contenue, est motivée par la stagnation du niveau de production. Planifiée à 1,1 million de tonnes/an, cette production ne dépassera pas les 800 000 tonnes au 31 décembre 2011. C'est du moins ce qu'affirment plusieurs cadres dirigeants au niveau des différentes unités de production dont le haut fourneau, pièce maîtresse de l'activité sidérurgique. C'est dire qu'à son arrivée au complexe le 28 août prochain après son congé en France, Vincent le Gouic le directeur général, aura du pain sur la planche.

Il est attendu par ses associés algériens dans le cadre de l'assemblée générale des actionnaires de la filiale algérienne du groupe franco-indien ArcelorMittal dont le siège est au Luxembourg. Lors de cette AG il est question d'approuver ou rejeter le plan d'investissement.

Le document déposé par le directeur général auprès des services du ministère de l'Industrie, de la Promotion des investissements et de la PME (MIIPME) avait été suivi d'un accord de principe des pouvoirs publics algériens. L'avis des actionnaires membres de l'AG ArcelorMittal est incontournable pour la suite des événements.

Notamment la réunion programmée fin septembre à Alger au niveau du MIIPME à laquelle devraient participer, outre les représentants de ce ministère, le directeur général ArcelorMittal Annaba, les responsables de la Société de gestion des Participations Transolb et les cadres dirigeants du groupe des entreprises algériennes Sider. Au menu, la perspective de reconduction de l'accord de partenariat Sider/ArcelorMittal signé en 2001 et le lancement du plan dont le retard est à l'origine de l'exaspération des travailleurs et de leur syndicat.

C'est que la baisse de la production devenue presque chronique, malgré une reprise à la hausse ces trois derniers mois, inquiète sérieusement les sidérurgistes algériens. D'autant qu'en matière de rénovation et de modernisation des équipements, ils n'ont rien vu venir.

«Nous devons faire en sorte que les problèmes techniques et socioprofessionnels que notre société a vécus et à l'origine de la stagnation ou de la baisse de la production ne se posent plus. Nous, syndicalistes, veillerons à ce qu'il en soit ainsi pour peu que l'employeur respecte ses engagements», affirme le secrétaire général du syndicat de l'entreprise.

A. Bouacha

AFFAIRE DE TRAFIC D'HÉROÏNE À HYDRA

Le verdict attendu pour le 28 août prochain

Le procès de l'affaire de trafic d'héroïne dans la localité de Hydra connaîtra son verdict dimanche prochain. La décision a été prise par le président de l'audience à l'issue d'un procès qui a duré près de quatre heures. Derniers à intervenir, les avocats de la défense ont plaidé la relaxe.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A l'exception des deux ressortissants nigériens poursuivis dans la même affaire, mais dont les chefs d'inculpation relèvent de la cour d'assises, les sept autres prévenus, dont la moyenne d'âge ne dépasse par la trentaine, jugés en correctionnel, ont rejeté le chef d'inculpation de «trafic d'héroïne».

Les sept prévenus ont plusieurs points en commun. La plupart d'entre eux sont universitaires, inscrits au niveau d'un institut supérieur spécialisé dans le management, situé sur les hauteurs de la capitale. Bénéficiant d'un statut social de «privilegié», les sept prévenus ont déclaré consommer de l'héroïne. Une drogue dure, dont le coût est très élevé, très prisée par la jet-set.

Lors de leurs plaidoiries, les avocats de la défense dont M^{me} Benisaâd, Menceur Mahdi et Chiat, pour ne citer que ceux-là, ont plaidé la relaxe, arguant que leurs «clients ne sont que des consommateurs et qu'ils ont besoin d'une prise en charge médicale urgente».

Lors des auditions, le président du tribunal correctionnel a tenté d'arracher des aveux aux prévenus, en tentant de leur faire admettre le chef d'inculpation de «trafic d'héroïne». Un grief que les mis en cause ont rejeté «globalement et dans le détail».

L'affaire remonte au 25 décembre 2010, lorsque les services de police judiciaire relevant de la Sûreté de daïra de Bir Mourad Raïs ont été informés d'une opération de vente d'héroïne à Hydra. Selon l'arrêt de renvoi, une souricière a permis l'arrestation des jeunes Sid-Ahmed et Réda à bord d'une Golf, dans laquelle sept capsules d'héroïne ont été récupérées.

L'interrogatoire avait permis de remonter la filière. Les capsules sont achetées pour la somme de 3 000 DA l'unité auprès d'un certain Mahdi, dit

«D'Boch» qui, lui, s'approvisionnait auprès d'un Nigérian du nom de Abdou, résidant à Bordj El Kiffan. Poursuivant leurs recherches, les éléments de la police judiciaire n'ont pas tardé à aboutir à l'arrestation de Mahdi en compagnie du fils d'un ex-officier supérieur de l'ANP, à bord d'une Peugeot 207, appartenant à ce dernier.

Après la fouille du véhicule, sept capsules d'héroïne et une autre contenant du crack auraient été découvertes. Mahdi aurait affirmé que la marchandise lui a été vendue par H. B., fils d'un ex-ministre qui occupe des responsabilités politiques dans l'ex-parti unique, qui, lui, déclare l'avoir obtenue auprès d'un ressortissant nigérian dit Hassan, résidant à Ouled Fayet, qui semble être le dealer.

Arrêté, il aurait reconnu avoir vendu de la drogue aux fils des deux ex-hauts responsables pour 3 000 DA la capsule, et ces derniers la revendaient à leur tour à raison de 3 500 DA l'unité.

Déférés devant le magistrat relevant de la juridiction compétente du tribunal de Bir Mourad Raïs, le 2 janvier 2011, ils ont été placés sous mandat de dépôt «pour importation, commerciali-



Les sept prévenus rejettent le chef d'inculpation de trafic d'héroïne.

sation, vente et consommation de drogue et de psychotropes». Au mois d'avril dernier, les avocats de la défense avaient introduit une demande de mise en liberté provisoire, mais la chambre d'accusation l'a rejetée.

Une source judiciaire avait révélé que la quantité saisie est jugée considérable. Il s'agit de 40 capsules d'héroïne et de cocaïne. Selon la même source, le cerveau principal de cette affaire est un ressortissant nigérian.

TRAFIC DE VÉHICULES

Un réseau international arrêté à El Oued

Les trafiquants acheminaient les véhicules volés en France vers la Tunisie, pour ensuite les faire rentrer en Algérie, falsifier leurs documents et les revendre.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Agissant sur information, les éléments de la gendarmerie de la wilaya d'El Oued ont procédé la semaine dernière à l'arrestation d'un individu à bord d'une Peugeot Boxer sans papiers, au niveau de la daïra d'El Moughir. Après l'interrogatoire de la personne arrêtée, il s'est avéré que

deux autres complices rôdaient dans les parages. Une demi-heure après, ces derniers furent neutralisés à bord d'une Renault 19, et une précieuse information leur a été soutirée.

Il s'agit d'un autre véhicule de marque Citroën sans papiers qui se trouvait à Biskra. Une fois la voiture recherchée localisée, les enquêteurs ont poussé les investigations jusqu'à arriver à la tête pensante du réseau qui réside à Tizi Ouzou.

En vérité, ce dernier avait dépêché ses hommes de main à El Oued pour livrer le véhicule à deux frères qui, une fois arrêtés,

La cocaïne dont un gramme se négocierait entre 8 000 et 12 000 DA (entre 80 et 120 euros) a fait son apparition dans le milieu de la jet-set algéroise au cours de ces cinq dernières années.

Droge des riches, consommée dans certaines boîtes de nuit de la capitale ou dans des fêtes privées, elle circule en Algérie grâce aux ressortissants subsahariens, notamment nigériens.

A. B.

DEUX JEUNES FILLES ATTIRAIENT LES VICTIMES

Deux bandes d'agresseurs spécialisées dans le vol de véhicules neutralisées à Oran

Usant de leurs charmes, deux jeunes filles, l'une âgée de 17 ans et l'autre de 25 ans, qui travaillaient pour une bande d'agresseurs spécialisée dans le vol de véhicules, ont réussi à faire plusieurs victimes auxquelles elles donnaient rendez-vous dans des coins perdus, sur la côte oranaise, aux Andalouses.

Tout a commencé le 16 du mois en cours lorsque à la faveur d'une information, les éléments de la cellule d'investigation de la gendarmerie d'Oran ont neutralisé, après une rude résistance, deux individus à bord d'un véhicule, faisant partie d'une bande d'agresseurs spécialisée dans le vol de véhicules, en possession

de deux sabres, autres armes blanches et une quantité de kif traité. Ces deux individus âgés respectivement de 22 et 29 ans travaillaient avec une jeune fille de 17 ans qui, après avoir été arrêtée par les gendarmes, a avoué manipuler et attirer des hommes en provenance des wilayas limitrophes vers des coins perdus, dans la région des Andalouses, sur la côte oranaise.

Deux jours après, deux autres complices furent arrêtés suite à l'appel d'un citoyen sur le numéro vert 1055.

Les 12 membres de la bande dont la jeune fille de 17 ans n'ont pas tardé à tomber entre les mains des enquêteurs. Une fois présentés à la justice, ils ont reconnu avoir volé une Hyundai

Atos, Logan Dacia, une Clio Symbol et une autre Clio Classic. Deux suspects demeurent par contre en fuite. Une autre bande composée de 14 individus dont 6 sont actuellement en fuite et qui activent dans

la wilaya d'Oran, a également été démantelée durant la même période. Ces derniers procédaient aux mêmes pratiques criminelles avec la complicité d'une jeune fille de 25 ans.

M. M.

TIARET

7 morts dans une collision

Un grave accident de la circulation est survenu dimanche aux environs de 16h30, au lieudit Hassiane-Dib, relevant de la commune de Naïma, dans la wilaya de Tiaret, faisant sept morts, a-t-on appris de sources hospitalières. Le drame s'est produit lorsque un camion a percuté de plein fouet un taxi, une Peugeot 505, roulant en sens inverse. La violente collision s'est soldée par le décès sur le coup de sept personnes, âgées de 16 à 50 ans, dont une femme. Les corps des victimes ont été déposés à la morgue de l'hôpital Guermit-Naceur de Sougueur et une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cette hécatombe.

Mourad B.